LES DESSOUS DE L'AFFAIRE DE LA SARL ALGÉRO-TURQUE DU FER (ATF) D'ANNABA

Le DG d'ATF crie à une cabale montée de toutes pièces par la mafia du fer

«Je suis victime d'une cabale montée de toutes pièces par la mafia du fer. Une mafia qui ne cesse d'user de ses gros moyens financiers et de ses relais à tous les niveaux dans le dessein de faire capoter mes investissements et par conséquent, procéder à l'arrêt de mon outil de production», martèlera le directeur général d'ATF (sarl algéro-turque du fer), dont le siège et le complexe sont situés dans la zone industrielle de pont Boucher, sur le territoire de la wilaya d'Annaba.

La genèse de cette affaire, qui a défrayé la chronique annabie du monde des finances et des affaires, remonte au 5 juin 2005, une date qui a vu l'incarcération du DG d'ATF pour les chefs d'inculpation de fuite fiscale, factures non conformes et non-déclaration fiscale. Après 11 mois et dix jours passés en prison, soit le 15 mai 2006, le DG est innocenté de toutes les accusations par la cour d'Annaba.

Entre-temps, les services des impôts ont mis sous scellé le complexe, tout en procédant au licenciement des 419 travailleurs qui y exercent.

Le 11 juillet 2007, le DG de la sarl ATF de droit algérien, en l'occurrence M. Saïd Youcef Masalha, de nationalité palestinienne, blanchi par la justice, récupère son complexe et relance les machines de production. Malheureusement, pendant les 12 mois d'absence du propriétaire, plusieurs unités ont subi de multiples actes de vandalisme et de vols de matériels.

Il est judicieux de noter que le complexe en question a été créé le 20 février 2004 et est versé dans la transformation et la fabrication de produits métalliques à partir de rebuts, chutes et déchets ferreux. Actuellement, en première phase, l'unité laminoir qui est entrée en fonction le 20 juin 2005, produit les cornières à chaud, le fer carré, le fer plat et le fer rond. Le coût d'investissement de cette unité est de l'ordre de 11 millions de dollars.

«La montée en cadence de la production, et le fait que cet investissement a réussi avec en perspective l'entrée en fonction de l'unité de fabrication du rond à béton de tous les diamètres et à raison de 40 000 tonnes par mois ont poussé la mafia du fer et les barons de l'importation du rond à béton à prendre les devants, et à réagir et c'est de là que mes déboires ont commencé avec la justice et les services des Impôts et du commerce», notera le leader d'ATF avec dépit et un mélange de colère et de rage.

Il ajoutera pour mieux étayer ses révélations que «les barons de la mafia du fer ont utilisé certains cadres de la Direction du commerce dans le but de m'extorquer des fonds.

Le chef de service des litiges au niveau de la DCP est actuellement en prison pour corruption et abus de pouvoir après la plainte déposée par mes soins auprès des services de sécurité qui lui ont tendu une souricière. Il a été pris en flagrant délit de corruption. Aussi, est-il utile de connaître un autre dépassement flagrant, à savoir que le 5 juin 2006, je possédais un extrait de rôles néant, le 10 juillet 2006, on a établi un autre extrait de rôles non daté comportant un montant, pour vendre l'entreprise».

Concernant la situation, au présent, du complexe, le premier homme d'ATF dira en substance qu'«actuellement, le capital social de l'entreprise est de 740 millions de dinars, sachant que nous avons débuté cette aventure avec un capital de 50 millions de dinars.

C'est un investissement de 35 millions de dollars équivalent à 30 millions d'euros, et ce sans aucun crédit bancaire. Ce sont des fonds propres. Aujourd'hui, l'entreprise emploie 386 travailleurs algériens et 10 étrangers.

Nous leur assurons les assurances, le transport et la restauration.

Malheureusement, notre deuxième projet est gelé. Nous attendons que la confiance revienne et les velléités de nuisance cessent pour reprendre notre expansion et la concrétisation de nos deux autres unités versées dans la production du rond à béton et dont le taux d'avancement des travaux est de l'ordre de 70 %, avec à la clé, la création de plus de 1 200 postes d'emploi».

Toutefois, le DG interpellera «l'Etat algérien et les hautes autorités du pays, en première ligne le président pour prendre les décisions qui s'imposent et protéger les investissements importants et stratégiques pour les deniers publics de part leur impact sur la réduction de la facture des importations des produits semi-finis du fer».

«Sur un autre plan et non des moindres, constituant, le talon d'Achille pour l'avenir de ce complexe, celui des dettes vis-à-vis des services des impôts, nous demandons la désignation d'un expert par les soins de la direction des Impôts, à défaut par la justice. Le cas échéant, j'interpelle le ministre des Finances pour dépêcher, dans les plus brefs délais, une commission d'enquête afin de faire la lumière sur les dépassements dont j'étais victime de la part de la direction des Impôts».

Interrogé sur les raisons qui l'ont poussé à venir investir en Algérie et particulièrement dans la région d'Annaba. M. Masalha expliquera qu'«en 2002 il y avait une compagne qui a été initiée par les ambassades en direction des hommes d'affaires étrangers pour venir investir en Algérie. `

J'étais contacté par l'attaché commercial du consulat de Lille.

Ce dernier m'a encouragé à investir en Algérie et de prendre attache avec les services habilités. Pendant 18 mois, j'ai cherché un créneau pour y mettre tout mon argent, mon savoir-faire et ma volonté.

Au mois d'octobre 2003, j'ai acheté d'un privé le terrain de 7 ha sur lequel se trouve le complexe.

En plus, l'Algérie est-il un pays ouvert à l'investissement dont l'énergie est bon marché, la main-d'œuvre jeune et compétente existe, les matériaux et la matière première existent, la paix et le marché intérieur existent, seul couac ; je n'ai pas pris en compte l'existence d'une mafia locale contrôlant le secteur du fer en général».

Daoud Allam

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

ET EN PLUS, ILS SONT FIERS !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

On en sait un peu plus sur le limogeage de Belkhadem. Sa lettre de licenciement, signée Abdekka, était rédigée en… français.

Ça explike tout !

C'était dans tous vos journaux hier. Journaux papier. Journaux radio. Journaux télé. Et journaux Internet. Inratable ! Le chiffre était placardé partout : 1 million 500 000 couffins du ramadan seront distribués cette année. Et c'est balancé comme un trophée, comme une sacrée performance, comme le sommet de la réussite. A les voir claironner ce chiffre indécent, ce chiffre de la h'chouma, je les soupçonne d'attendre de nous que nous applaudissions à leur performance. «Tu te rends compte khô ! Ils sont forts nos dirigeants ! Cette année, c'est un million et demi de couffins qu'ils vont distribuer durant le mois de ramadan.» A ce niveau-là, ce n'est plus de l'indécence, c'est du «t'qassdir» ! Un régime qui peut dans la même journée claironner le matin qu'il a engrangé plus de 180 milliards de dollars de réserves de changes et révéler le soir qu'il va distribuer un million 500 000 couffins de boustifaille à ses pauvres, ce régime-là est, au mieux, schizophrène, au pire, pervers et sadique. Il peut être aussi les deux en même temps. Ce qui expliquerait que le système ait atteint un palier jamais atteint dans la mal-gouvernance, celui de la «pauvreté prévisionnelle». Nos dirigeants sont à présent capables de prévoir le nombre de couffins qu'il leur faut injecter dans le circuit de la colère pour espérer passer sans trop de casse le cap du ramadan. Un million 500 000 couffins de bouffe pour 30 jours de trêve sociale. C'est avec ça, avec ce genre de deal qu'ils veulent nous faire entrer dans la modernité et le développement. Ben dis donc ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.